

La Veille du Carif-Oref Occitanie n°352 – 19 février 2018

Sandrine Roussel : sandrine.roussel@cariforefoccitanie.fr

<http://veille-emploi-formation.atout-metierslr.fr/Main.htm?context=3>

ACTUALITE EMPLOI FORMATION OCCITANIE	2
APPELS A PROJETS	3
APPRENTISSAGE - ALTERNANCE	4
EMPLOI	5
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL	6
FILIERE NUMERIQUE	6
FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE	7
FILIERE TRANSPORTS	7
FORMATION CONTINUE	8
FORMATION INITIALE	8
MESURES EMPLOI	8
SECTEURS D'ACTIVITE - METIERS	9
TRAVAIL	11
VAE	11

ACTUALITE EMPLOI FORMATION OCCITANIE

Les 33 cahiers statistiques territoriaux 2017

Carif-Oref Occitanie, Février 2018

Les Cahiers statistiques territoriaux 2017 proposent, **pour chacune des 33 zones d'emploi** de la région Occitanie, un ensemble d'indicateurs statistiques portant sur les dynamiques économiques et sociales. Ces dossiers actualisés s'articulent autour de quatre axes : socio-démographie, activité économique, métier et marché du travail, éducation et formation. Ils sont destinés aux acteurs régionaux des politiques emploi-formation (décideurs régionaux, réseaux d'Accueil Information Orientation, organismes de formation, branches professionnelles...). Plus largement, ils sont également utiles à tous ceux ou celles qui veulent mieux comprendre les territoires de l'Occitanie dans leur relation à l'emploi et la formation

<http://observatoire.atout-metierslr.fr/fr/dossiers-thematiques/territoire/les-33-cahiers-statistiques-territoriaux-2017/c-47.html>

Rapport de la Cour des comptes 2018 - Le tourisme en Languedoc-Roussillon

Cour des Comptes, Février 2018, 40 p.

Si l'activité touristique relève principalement de l'initiative privée, les acteurs publics ont un rôle à jouer pour favoriser son essor. La promotion et le développement du tourisme font partie des compétences des collectivités territoriales. Le tourisme se révèle une source de recettes pour ces collectivités, en même temps qu'il contribue à la bonne santé du tissu économique.

L'examen de la politique touristique conduite en Languedoc-Roussillon entre 2010 et 2016 montre les insuffisances des politiques touristiques régionales.

Au sein de la nouvelle région Occitanie, le Languedoc-Roussillon bénéficie d'atouts spécifiques en matière touristique, tant par ses sites culturels que par l'alliance du littoral et de la montagne.

L'impulsion donnée par l'État dans les années 60 a contribué à augmenter l'attrait de ce territoire, mais cinquante ans plus tard, cet acquis s'avère insuffisant au regard d'une économie touristique fragile, caractérisée par un manque de dynamisme et par des difficultés en matière d'emploi. La nouvelle région Occitanie doit engager des évolutions en termes de pilotage, de gouvernance et d'accompagnement des acteurs privés du tourisme.

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-01/14-tourisme-Languedoc-Roussillon-Tome-I.pdf>

La formation continue plébiscitée en Occitanie

LEMELLE Ingrid, Toutleemploi, Février 2018

76% des actifs de la région Occitanie considèrent que la formation continue est plus importante que la formation initiale pour sécuriser leur parcours. C'est l'un des principaux enseignements d'une enquête réalisée, fin 2017, auprès de 3000 personnes en France.

<http://www.touleemploi.fr/La-formation-continue-plebiscitee-en-Occitanie,23888>

Présentation de la région Occitanie - Février 2018

Pôle emploi Occitanie, Statistiques, études et évaluations, Février 2018, 28 p.

Etat des lieux des principales caractéristiques de la région par le biais de différentes problématiques : démographie, économie, emploi, marché du travail.

http://www.observatoire-emploi-occitanie.fr/actualites/en_savoir_plus/17095/

La conjoncture en Occitanie. Janvier 2018

Banque de France, Bulletin de la Banque de France, Février 2018, 11 p.

La production industrielle a redémarré progressivement en ce début d'année. [Vue d'ensemble - Industrie - Services marchands.](#)

https://www.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/tr_occitanie_janvier-2018.pdf

Conjoncture dans la région Occitanie au 3ème trimestre 2017

Directe Occitanie, Février 2018, 8 p.

Vue d'ensemble de la conjoncture dans la région en matière d'activité économique et de politiques d'emploi. Documents à télécharger : [Note de conjoncture du 3ème trimestre 2017](#)

<http://occitanie.directe.gouv.fr/Conjoncture-dans-la-region-Occitanie-au-3eme-trimestre-2017>

Marché du travail des territoires. Occitanie. Décembre 2017

Pôle emploi Occitanie, Statistiques, études et évaluations, Février 2018, 5 p.

Cette collection décrit les caractéristiques de l'offre et la demande d'emploi déclinée selon des niveaux géographiques standards : région, départements et bassins d'emploi. Sont décrites les principales caractéristiques des demandeurs d'emploi et sur les notions de niveau de formation, qualification, le sexe, l'âge, l'handicap, l'ancienneté d'inscription ou encore les métiers recherchés. Un éclairage est apporté sur la nature des offres d'emploi et les métiers recherchés par les entreprises.

http://www.observatoire-emploi-occitanie.fr/actualites/en_savoir_plus/16919/1

APPELS A PROJETS

Appel à propositions impact du numérique sur les métiers de l'aérien et certification - Opcalia

Dans le cadre d'un Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC) dédié à l'accompagnement de la transition numérique et cofinancé par l'Etat, le FSE (Fonds Social Européen), et les partenaires sociaux, Opcalia lance à appel à propositions national afin de sélectionner le prestataire pour mener une étude sur l'impact du numérique sur le transport aérien et élaborer le référentiel de compétences et de certification des modules de formation : Embarquement immédiat (Branche Transport et travail aérien) L'appel à proposition est ouvert **jusqu'au 22 février 2018 à 17h00**. [Télécharger l'appel à proposition](#)

<https://www.opcalia.com/qui-sommes-nous/appels-doffres/>

Construction d'une vision prospective multimodale sur l'aire métropolitaine toulousaine Etude n°7 - Construction de scénarios prospectifs sur l'évolution socio-économique à 2040 – Région Occitanie

L'objectif est de définir la situation socio-économique 2040 la plus probable sur le périmètre de réflexion. La mission devra définir 3 scénarios contrastés d'évolution de la population et de l'emploi sur le périmètre de réflexion, ainsi que la définition de la structure d'organisation des territoires qui en découle. [Règlement de consultation](#) - [Dossier de consultation](#)

Date limite de réponse le 26 février 2018

<https://marchespublics.laregion.fr/index.php?>

[page=entreprise.EntrepriseDetailsConsultation&refConsultation=8577&orgAcronyme=j4k](https://marchespublics.laregion.fr/index.php?page=entreprise.EntrepriseDetailsConsultation&refConsultation=8577&orgAcronyme=j4k)

Réseau rural national : mobilisation collective pour le développement rural

Le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, le CGET et l'Association des régions de France ont lancé la deuxième édition de cet appel à projet qui a pour vocation de soutenir l'émergence et le fonctionnement de projets partenariaux, pluriannuels, à l'échelle nationale ou inter-régionale, dans le cadre des objectifs du Réseau national rural et de la politique du développement rural européenne (co-financement du FEADER). Parmi les nouveaux thèmes : le développement agricole, sylvicole et agro-alimentaire (la forêt et les métiers du bois dans le développement des territoires par exemple), le développement des services à la population (par exemple l'accompagnement au vieillissement), les nouvelles formes d'activité en milieu rural (transition énergétique, développement des usages du numérique, préservation et valorisation des savoir-faire locaux...)

Le dépôt des candidatures est ouvert à toutes les structures publiques et privées possédant une personnalité morale (associations, organismes de recherche, fondations, fédérations d'entreprises...)

jusqu'au 16 avril 2018.

<https://www.reseaurural.fr/centre-de-ressources/documents/appele-projets-aap-2018-de-mobilisation-collective-pour-le>

Appel à projets PIA : " Structuration de Filières" - BPI France

Cet appel à projets doit soutenir les projets qui visent à **renforcer la compétitivité des filières stratégiques françaises** par l'innovation pour garantir la pérennité du tissu industriel et répondre aux besoins du marché tout en favorisant la prise en compte de la transition écologique et énergétique. Il permet de cofinancer le recours à des moyens de production, ou des infrastructures de tests, d'essais ou de recherche-développement partagés en bénéficiant notamment à plusieurs petites et moyennes entreprises (PME) ou entreprises de taille intermédiaire (ETI) issues d'une filière : création d'unités industrielles partagées ou de plateformes de services mutualisées - mise en commun de compétences techniques - mise en place d'outils collaboratifs, etc.

Parmi les critères d'éligibilité et de sélection :

- être porté par une entreprise ou une structure fédérant plusieurs entreprises, représentative de la filière, et en capacité (notamment financière) de mener à bien le projet - enjeu important sur la structuration de la filière - Potentiel de croissance et d'emploi.

Date limite de dépôt : **13 juin 2018 à 12h00**

<https://www.entreprises.gouv.fr/conseil-national-industrie/appele-a-projets-pia-structuration-de-filieres>

APPRENTISSAGE - ALTERNANCE

Dossier de presse : Transformation de l'apprentissage

Ministère du travail, Février 2018, 19 p.

Aujourd'hui la France compte 400 000 apprentis, soit seulement 7 % des jeunes de 16 à 25 ans. Ce pourcentage est en moyenne de 15 % dans les pays européens où le taux de chômage des jeunes est bas. L'apprentissage est sans conteste l'un des meilleurs tremplins vers l'emploi : 70 % des apprentis trouvent un emploi dans les sept mois suivant leur formation.

Actuellement, beaucoup trop d'obstacles et de dysfonctionnements privent les jeunes de formations adaptées à leurs besoins. Dans le même temps, ces derniers ne trouvent pas d'entreprises alors que des dizaines de milliers de places ne sont pas pourvues. C'est pourquoi le Gouvernement, avec tous les acteurs concernés, les Régions, les branches professionnelles et les partenaires sociaux, ont décidé de s'engager conjointement dans une mobilisation nationale sans précédent pour une meilleure orientation et une transformation profonde de l'apprentissage. Une large concertation a réuni l'ensemble des acteurs de l'apprentissage, un rapport a été transmis aux ministres du Travail, de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

L'apprentissage mérite d'être reconnu comme une voie de passion, d'excellence et d'avenir, pour les jeunes, leurs familles et les entreprises.

<http://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/dossiers-de-presse/article/dossier-de-presse-transformation-de-l-apprentissage>

UIMM : résultats de l'enquête 2017 sur l'insertion professionnelle des apprentis de l'Industrie

UIMM, Février 2018, 4 p.

Une réelle adéquation entre formation et réalité professionnelle : 92 % des apprentis qui ont trouvé un emploi estiment que le métier exercé correspond à leur formation. 81 % des apprentis ont trouvé un emploi 6 mois après la fin de leur formation. Près des 2/3 des apprentis qui travaillent en entreprise ont obtenu un CDI.

<http://www.uimm-mp.com/actualites/>

http://www.uimm-mp.com/wp-content/uploads/2018/02/Enquete-2017-insertion-pro-des-apprentis_version-num%C3%A9rique-%C3%A0-plat-002-1.pdf

Guide 2018 recruter en alternance. Spécial employeurs

Alternance professionnelle, Février 2017

Les coûts pour l'entreprise, les avantages, les aides et modalités de mise en place. A télécharger gratuitement après inscription.

<https://www.alternance-professionnelle.fr/>

EMPLOI

Perspectives de l'emploi cadre 2018

APEC, Février 2018

Ce dossier présente les résultats de l'enquête annuelle de l'Apec sur les recrutements de cadres, menée auprès de 11 000 entreprises.

[Les recrutements de cadres pourraient progresser de 13 % en 2018](#)

[Recrutements de cadres en 2018 : quelles sont les régions les mieux orientées ?](#)

[Quels sont les secteurs qui recruteront le plus de jeunes diplômés en 2018 ?](#)

[Vidéo · Recrutements de cadres en 2018 : un niveau jamais atteint](#)

[Des créations d'emplois cadres de nouveau en hausse en 2017](#)

<https://cadres.apec.fr/Emploi/Marche-Emploi/Les-Etudes-Apec/Les-etudes-Apec-par-annee/Etudes-Apec-2018/Perspectives-de-lemploi-cadre-2018/Perspectives-de-lemploi-cadre-2018>

Prévisions 2018-2020 des recrutements de cadres en France. Les 3 scénarios Apec pour 2018 – 2020

APEC, Les études de l'emploi cadre n°1, Février 2018, 12 p.

L'année 2017 constitue une rupture, avec le retour d'une croissance soutenue et formalisée par une hausse du PIB de +1,9 %. L'amélioration du contexte économique a permis un léger recul du chômage, à 9,5 % (y compris DOM) contre 10 % un an auparavant. Dans cette optique, le volume de recrutements de cadres devrait dépasser les 255 000 en 2018 et atteindre les 276 000 en 2020 selon le scénario privilégié par l'Apec.

[Espace presse - dossier de presse - Panel Apec Entreprises édition 2018](#)

<https://presse.apec.fr/Presse/Communiqués-de-l-Apec/Les-Etudes/Panel-Apec-Entreprises---Edition-2018>

Evaluation des 'Cap emploi' et de l'accompagnement vers l'emploi des travailleurs handicapés chômeurs de longue durée

Igas, Février 2018, 152 p.

Les demandeurs d'emploi reconnus handicapés représentent 8,4% des demandeurs d'emploi, soit un peu moins de 500 000 personnes. Malgré l'existence de nombreux dispositifs d'aide, leur situation au regard de l'emploi reste plus dégradée que pour l'ensemble de la population : leur taux de chômage est presque deux fois plus élevé (18%) et leur ancienneté dans le chômage plus forte (57% sont inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an contre 46%).

La mission de l'IGAS avait un double objet :

- d'une part, évaluer la performance des opérateurs spécialisés 'Cap emploi' - qui accompagnent 23 % des demandeurs d'emploi handicapés sur la base d'une orientation de Pôle emploi ;
- d'autre part, faire des propositions pour améliorer l'accès à l'emploi des personnes handicapées en chômage de longue durée. [Le résumé](#)

<http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/2016-124R.pdf>

Economie et statistique n°497- 498 - Régions et territoires

Economie et statistique, Février 2018, 180 p.

Au sommaire : [Introduction – Régions et territoires : quelles évolutions ?](#)

Réformes territoriales et disparités : [Disparités et discontinuités territoriales dans la France des nouvelles régions : une lecture multiscalaire et multidimensionnelle](#)

Emplois dans les territoires, progrès technologique et mondialisation : [Progrès technique et automatisation des tâches routinières : une analyse à partir des marchés du travail locaux en France dans les années 1990-2011](#)

[Mesurer et anticiper la vulnérabilité des territoires face aux risques de délocalisation : une analyse à partir de données sectorielles pour la France](#)

[Commentaire – L'impact de la mondialisation et de la technologie sur les marchés du travail locaux](#)

Concertation sur l'Assurance chômage. Contrats de courte durée par secteur d'activité
UNEDIC, Janvier 2018, 3 p.

Ce document, présenté aux partenaires sociaux le 25 janvier 2018, présente la répartition des embauches en contrats courts par secteur d'activité, pour l'année 2015. Ces informations sont produites dans le cadre de la concertation sur l'Assurance chômage.

<https://www.unedic.org/publications/contrats-de-courte-duree-par-secteur-dactivite>

Concertation sur l'Assurance chômage. Les indépendants

UNEDIC, Janvier 2018, 24 p.

Ce document passe en revue la protection des indépendants en cas de perte d'activité. Ils apportent aux partenaires sociaux des données et des éléments de réflexion, dans le cadre de la concertation sur l'Assurance chômage, proposée par le gouvernement.

[Les indépendants - Janvier 2018](#)

Concertation sur l'Assurance chômage. Démissions : trajectoires et projet professionnel
UNEDIC, Janvier 2018

L'Unedic a présenté le 25 janvier 2018 aux partenaires sociaux de nouveaux éléments d'analyse sur l'ouverture de l'Assurance chômage aux salariés démissionnaires, dans le cadre de la concertation sur l'Assurance chômage. [Démissions : Trajectoires et données de référence - Janvier 2018](#) (20 p)

[Conditions d'un droit à l'Assurance chômage pour les démissionnaires ayant un projet professionnel - Janvier](#) (11 p)

<https://www.unedic.org/publications/demissions-trajectoires-et-projet-professionnel>

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Mise en œuvre du Grand plan d'investissement (GPI)

Légifrance, Janvier 2018, 7 p.

Cette circulaire du Premier ministre détaille les modalités de mise en œuvre du Grand Plan d'investissement de 57 milliards d'euros sur la durée de la mandature. Elle concerne le financement, la gouvernance et le calendrier. Sur les 57 milliards d'euros (avec le concours d'institutions comme la Caisse des Dépôts et la Banque européenne d'investissement), 20 doivent aller à la transition écologique, 15 à l'édification d'une "société de la compétence" (la formation), 13 à la compétitivité et l'innovation et 9 à la construction d'un "Etat de l'âge numérique".

http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2018/01/cir_42879.pdf

FILIERE NUMERIQUE

Les impacts de la transformation numérique sur les métiers, l'organisation du travail, les compétences et les certifications dans les industries chimiques

Roland Berger strategy consultants, Observatoire des industries chimiques, Février 2018, 140 p.

La transformation numérique suscite de nombreuses interrogations auprès de l'ensemble des parties prenantes des industries chimiques, tant sur les opportunités que sur les menaces qu'elle engendre.

Cette étude vise à répondre à plusieurs objectifs complémentaires :

- établir un diagnostic de la maturité numérique des filières du secteur chimique français
- co-construire, avec les partenaires sociaux, une vision prospective de la transformation numérique des industries chimiques et de ses impacts sur les métiers, les organisations, les compétences et les certifications
- déterminer les actions de soutien public et / ou privé notamment en matière de formation et d'accompagnement des entreprises dans la transformation numérique des industries chimiques
- mettre en mouvement les principaux acteurs autour d'une vision commune ambitieuse et d'un plan d'actions concrètes partagé. [Rapport final](#) - [Synthèse](#) - [Les études de cas](#) - [Compétences à intégrer dans les certifications](#)

<http://jetravailledanslachimie.fr/1656-2/>

FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE

La santé au travail dans le secteur sanitaire, social et médico-social

UNIFAF, Février 2018

Ce site regroupe des ressources élaborées par les acteurs experts du sujet et particulièrement adaptées au secteur tels que le réseau Anact-Aract, OETH, Cides-Chorum et l'INRS. Il met à disposition des associations :

- une [cartographie des acteurs](#) pouvant apporter conseil, financement, ou autre aux associations souhaitant mener des actions de prévention des risques professionnels ou en faveur de la qualité de vie au travail
- des [études de l'Observatoire Unifaf](#) réalisées avec des structures du secteur
- des outils et des ressources issus d'expérimentations menées avec des établissements du secteur.

Ce site s'adresse à tous les publics : employeurs, salariés, IRP (Instance Représentative du Personnel).

<http://sante-travail-unifaf.fr/>

Revue de littérature sur les assistantes maternelles. Position sociale, conditions de travail et d'emploi et quotidien

CAF, Dossier d'études n°197, Décembre 2017, 69 p.

La première partie dresse un portrait des assistantes maternelles, en précisant leurs caractéristiques sociodémographiques et leurs trajectoires professionnelles. La seconde partie présente les conditions d'exercice du métier d'assistante maternelle et la dernière partie détaille le quotidien des assistantes maternelles.

http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/Dser/dossier_etudes/Dossier_d%27Etude_197_Assistantes_Maternelles_et_couv.pdf

FILIERE TRANSPORTS

L'ambulance, source d'économies, sauve des vies - Livre blanc 2018

CNSA, Février 2018, 22 p.

Ce livre blanc présente la place des ambulanciers dans la chaîne de soins pour les 10 ou 20 prochaines années. Il dresse un tableau de bord économique, social et territorial du transport sanitaire, analyse les opportunités de croissance pour l'ambulance, et présente les préconisations de la CNSA pour le développement de la profession.

Un secteur pourvoyeur d'emploi : Les 5 316 entreprises du transport sanitaire emploient 50 000 salariés dont 96% en CDI. La population féminine représente 40%. Il s'agit principalement d'emplois à plein temps et de proximité. Le niveau d'accès sans baccalauréat et les débouchés vers la Santé, en font un véritable ascenseur social.

http://www.cnsa-ambulances.com/contents/source/livre_blanc_CNSA_compress.pdf

FORMATION CONTINUE

Panorama social et économique de la branche des organismes de formation. Rapport 2016

FFP, Ambroise Bouteille et associés, Février 2018, 74 p.

Cette nouvelle étude réalisée suivant une nouvelle approche et sur un périmètre plus large, offre une vision complète de l'innovation sociale et du dynamisme économique d'un secteur essentiel au déploiement des politiques d'emploi et d'insertion sur le marché du travail. La Branche compte plus de 8 000 entreprises de formation d'au moins un salarié, sur les 15 000 entreprises du secteur au total. Elle représente 150 000 travailleurs parmi lesquels 70 000 emplois salariés et 80 000 indépendants.

http://ffp.org/uploads/document/Panorama_social_economique_branche_des_OF_2016.pdf

Arrêté du 31 janvier 2018 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles

Légifrance, Février 2018

Plusieurs certifications professionnelles et 5 CQP viennent d'être enregistrés au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP).

[Consulter l'arrêté](#)

FORMATION INITIALE

Parcours et réussite en master : les résultats de la session 2016

MESR, Note Flash, Février 2018

Principaux résultats sur le parcours et la réussite des étudiants de master et sur les passages de licence générale en master. Sont parallèlement diffusées des données détaillées par discipline et série de baccalauréat ainsi que des indicateurs déclinés par université.

[Parcours et réussite en master : les résultats de la session 2016](#)

[Note Flash n°1 - Tableaux et graphiques](#)

[annexe1 - Poursuite d'études en 2016-17 des diplômés 2016 de licence générale](#)

[annexe2 - Devenir 2016-17 des primos entrants 1ere année de master en 2015-2016](#)

[annexe3 - Réussite en master en 2 ans - résultats session 2016](#)

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid125896/parcours-et-reussite-en-master-les-resultats-de-la-session-2016.html>

Les effectifs d'étudiants dans le supérieur en 2016-2017 en forte progression

MESR, Note d'information Enseignement supérieur et recherche, Décembre 2017, 9 p.

Les inscriptions d'étudiants dans l'enseignement supérieur en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer ont atteint 2 609 700 en 2016-2017. Leur nombre a fortement progressé par rapport à l'année précédente (+ 2,3 %, soit 58 900 inscriptions de plus). La hausse est en partie liée à un accroissement des doubles inscriptions des étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles à l'université : hors ces doubles inscriptions, l'augmentation globale est de 1,8 % sur un an

(+ 44 800 inscriptions). En 5 ans, l'enseignement supérieur a accueilli 225 000 étudiants supplémentaires. L'augmentation des effectifs est élevée pour les formations d'ingénieur ainsi que les écoles de commerce, gestion et comptabilité. [NI n° 12 : Tableaux et graphiques](#)

[Les effectifs d'étudiants dans le supérieur en 2016-2017 en forte progression](#)

MESURES EMPLOI

Rapport de la Cour des comptes 2018 - Le service civique : une montée en charge réussie, un dispositif mal financé aux effets mal connus

Cour des Comptes, Février 2018, 23 p.

Le service civique est né en 2010 avec l'objectif de renforcer la cohésion sociale, en offrant à tout

volontaire Français de 16 à 25 ans la possibilité de s'engager dans un projet collectif d'intérêt général. Le Gouvernement a décidé d'accélérer la montée en puissance du service civique, qui atteindrait fin 2017 un effectif d'environ 135 000 jeunes (pour un objectif à terme de 150 000 jeunes) et une dépense estimée à 488 M d'euros.

La Cour a examiné les suites données à ses recommandations en s'inscrivant dans le contexte nouveau du quadruplement du nombre de volontaires.

Une hausse rapide des effectifs du service civique a été obtenue par une mobilisation soutenue de l'administration d'État. Une fois ce résultat acquis, la pérennisation du dispositif appelle une réflexion sur les composantes de son coût et l'évaluation de ses performances.

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-01/07-service-civique-Tome-2.pdf>

Rapport de la Cour des comptes 2018 - La mise en œuvre des contrats aidés : un recentrage nécessaire sur l'objectif d'insertion professionnelle

Cour des Comptes, Février 2018, 28 p.

Le recentrage des contrats aidés sur leur objectif d'insertion professionnelle, la Cour des comptes le demande depuis octobre 2011.

Le diagnostic de février 2018 n'est donc, logiquement, pas moins sévère avec la politique menée par les précédents gouvernements : "la priorité donnée à l'impact sur les statistiques du chômage a conduit à maintenir un volume élevé de contrats aidés, au prix d'un effort financier mal maîtrisé et en dépit de résultats décevants". Se fondant sur ses précédentes analyses ainsi que sur celles de la Dares, la Cour des comptes pointe le coût élevé d'un dispositif jugé "peu efficace" du point de vue de l'insertion professionnelle.

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-01/05-mise-en-oeuvre-contrats-aides-Tome-2.pdf>

Les contrats aidés dans les zones urbaines sensibles

DARES, Janvier 2018

Les données présentées portent sur les entrées en [contrat unique d'insertion \(CUI-CAE et CUI-CIE\)](#) et en [emploi d'avenir](#) selon que les personnes résident en Zus ou dans des unités urbaines englobantes de Zus.

- [séries sur les contrats uniques d'insertion et les emplois d'avenir en zone urbaine sensible](#)

- [séries sur les contrats uniques d'insertion et les emplois d'avenir en unité urbaine englobante de zone urbaine sensible](#)

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/les-contrats-aides-dans-les-zones-urbaines-sensibles>

SECTEURS D'ACTIVITE - METIERS

Rapport de la Cour des comptes 2018 - Les activités privées de sécurité : une contribution croissante à la sécurité publique, une régulation insuffisante

Cour des Comptes, Février 2018, 34 p.

La Cour formule des observations sur la régulation de ce secteur, qui demeure inaboutie.

L'activité des sociétés privées de sécurité se caractérise depuis plusieurs années par sa forte croissance. Leur nombre s'établissait à 10 650 en 2016, en augmentation continue (+ 8,6 %) depuis 2011. Au 31 décembre 2016, elles employaient 167 800 salariés, soit une augmentation de 4,5 % par rapport à 2015 et de 14,3 % depuis 2011. Les donneurs d'ordre publics (État et ses opérateurs, collectivités territoriales, entreprises publiques) représentent 26 % du chiffre d'affaires du secteur.

Ce secteur est marqué par des fragilités économiques et sociales : malgré une évolution particulièrement dynamique, le secteur des activités privées de sécurité se caractérise par son atomisation (67 % des sociétés privées de sécurité n'avaient aucun salarié en 2016), sa très forte concentration (43 % du chiffre d'affaires sont réalisés par les 36 plus grandes entreprises) et sa faible rentabilité (environ 1% de marge en moyenne).

Pour la Cour des comptes, le renforcement de la qualification et le développement de filières spécialisées sont les principales voies qui permettraient aux sociétés privées de sécurité de monter en compétences. Une formation continue obligatoire a été instituée en 2017.

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-02/05-activites-privées-securite-Tome-I.pdf>

Fleuristes. Rapport de branche 2017

Fédération française des artisans fleuristes, Janvier 2018, 10 p.

En 2016, 5 909 entreprises de fleuristerie emploient au moins un salarié, soit 3 % de moins qu'en 2015. 66 % d'entre elles ont de un à deux salariés. 57 % des dirigeants sont des femmes. Le secteur compte 15 567 salariés (-2,5 % par rapport à 2015).

<https://ffaf.fr/wp-content/uploads/2018/01/rapport-bd-de-branche-fleuristes-2017-donnees-2016-ffaf.pdf>

Le commerce de détail de carburants

Observatoire de l'Anfa, Autofocus, n°71, Février 2018, 8 p.

Ce portrait sectoriel présente les données actualisées ainsi que l'analyse des différents acteurs du secteur, du marché et des activités mais aussi de l'emploi et de la filière de formation.

Le secteur du commerce de détail de carburants a fortement été impacté ces 30 dernières années par trois facteurs : la réglementation, les mises aux normes de sécurité environnementale et l'arrivée de la grande distribution sur le marché. Les stations-service traditionnelles, dont le nombre n'a cessé de diminuer, réorientent leur politique marketing et diversifient en conséquence les services proposés.

En 2016, le commerce de détail de carburants comptait 17 450 salariés. Les conditions de travail, notamment en termes d'amplitude horaire (nuit, week-end) et de types de contrat (temps partiels, CDD, intérim) entraînent une difficulté de fidélisation des salariés. Face à l'évolution du secteur, la branche a rénové les Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) donnant accès à ces métiers.

<http://observatoire.anfa-auto.fr/Actualites/Actualites-2018/Le-commerce-de-detail-de-carburants#article-2566>

Les employeurs et l'emploi dans le spectacle vivant - Données 2016

Audiens, Afdas, CPNEF-SV, Février 2018, 64 p.

Chiffres clés du tableau de bord : 20 899 entreprises ont le spectacle vivant pour activité principale en 2016, qu'elles relèvent des secteurs public, privé ou de la prestation de services techniques.

Elles ont employé 200 244 salariés : 33 % de permanents et 67% d'intermittents. Les artistes interprètes représentent 45 % des effectifs.

406 formations professionnelles qualifiantes et/ou certifiantes préparant aux métiers du spectacle vivant, 53% artistiques, 32% techniques et 15% administratives.

<https://www.cpnefsv.org/sites/default/files/public/pdf/D-Donnees-statistiques/TBS%20Audiens%20-%20Part.I/TB%20SV%20emploi%202016%20version%20finale%20compl%C3%A9te.pdf>

Guide des métiers du spectacle vivant

CPNEF-SV, Janvier 2018

Ce guide propose une description du contenu des principaux métiers [administratifs](#), [techniques](#) et [artistiques](#) du spectacle vivant dans des fiches (appelées référentiels). Il répond à un triple objectif : améliorer la reconnaissance des professions, organiser la coactivité et anticiper l'avenir. Chaque référentiel métier précise les missions, activités, compétences, responsabilité, parcours possibles, évolutions... Le spectacle vivant comptant plus de 200 métiers, seuls les principaux y sont actuellement décrits.

<http://www.cpnefsv.org/actualite/enfin-un-guide-metiers-spectacle-vivant>

TRAVAIL

Le télétravail. 2025 : quels enjeux de santé dans les entreprises ?

CNAM, Février 2018, 20 p.

Dans le cadre d'une réflexion prospective sur la santé au travail à l'horizon 2025, le Cnam et Malakoff Médéric publie cette première étude. Les auteurs s'interrogent sur les conséquences de l'augmentation du télétravail perceptible aujourd'hui.

Cinq risques/ bénéfiques en lien avec la santé ont été considérés par les experts comme les plus impactants pour les entreprises et devant être pris en compte au plus tôt par ces dernières :

- la réduction des risques liés aux trajets et à leur durée avec la réallocation du temps pour d'autres activités notamment le sommeil

- les risques de délitement du lien social au sein de la sphère professionnelle

- les risques d'affaiblissement de l'esprit d'équipe des salariés en télétravail ; la difficulté pour les managers à faire vivre les collectifs et la solidarité

- les risques de perte de qualité des relations entre pairs et son corollaire d'augmentation des risques psychosociaux en lien avec l'isolement

- l'augmentation des risques liés à la difficulté d'application au domicile du salarié, des démarches et actions de prévention santé au travail. [Résumé](#) - [Détails](#)

<http://chaire-entreprisesetsante.cnam.fr/wp-content/uploads/2018/02/Cnam-teletravail.pdf>

Recto-Verso : Les mutations du travail, controverses et perspectives

ANACT, Février 2018

Livre numérique enrichi co-produit par l'ANACT et la Cité du design en écho à la Biennale Internationale Design Saint-Etienne 2017. Ce livre a été conçu pour les acteurs des entreprises, indépendants, consultants, formateurs, représentants syndicaux et patronaux, décideurs politiques, acteurs institutionnels et des territoires. Il s'adresse à tous ceux qui souhaitent mieux comprendre et agir sur les transformations du travail à leur échelle, en développant leur capacité critique, anticipatrice et créative.

Pour appréhender les lignes de fractures mais aussi de recomposition qui traversent aujourd'hui le monde du travail, quatre questions emblématiques sont explorées :

A qui appartient la fabrique du travail ? Les robots savent-ils travailler ? Les travailleurs indépendants forment-ils un nouveau collectif ? Sommes-nous vraiment reliés par le travail ?

<http://www.mutationsdutravail.com/lire.html>

Les ruptures conventionnelles

DARES, Janvier 2018

[Les ruptures conventionnelles en décembre 2017](#)

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/les-ruptures-conventionnelles>

VAE

5 questions/réponses sur la validation des acquis de l'expérience (VAE)

Ministère du travail, Février 2018

Mise à jour du dossier sur la VAE sur le site du Ministère du travail.

<http://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/la-validation-des-acquis-de-l-experience-vae-expliquee>